

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2000.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 septembre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,  
F. VANDENBROUCKE

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2000.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 september 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,  
F. VANDENBROUCKE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
ET MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 2001 — 3154 [C — 2001/01165]

3 NOVEMBRE 2001. — Arrêté royal  
relatif au conseil fédéral de police

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, notamment les articles 6 et 7;

Vu l'avis de l'Inspecteur général des Finances, donné le 7 septembre 2001;

Vu l'urgence motivée par l'impérieuse nécessité de procéder le plus rapidement possible à la désignation des membres du conseil fédéral de police;

Considérant en effet que l'exercice effectif des compétences du conseil fédéral de police en matière d'évaluation du fonctionnement et de l'organisation de la police fédérale et des polices locales est indispensable à l'accompagnement du processus de réforme des services de police;

Considérant que la police fédérale est en place depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001 et les polices locales doivent l'être avant le 1<sup>er</sup> janvier 2002;

Considérant qu'il est primordial que le Conseil fédéral de police soit installé avant la mise en place des polices locales afin de participer au processus d'évaluation dès le début;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 26 septembre 2001 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Justice et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

Article 1<sup>er</sup>. Dans le présent arrêté on entend par

1<sup>o</sup> le conseil : le conseil fédéral de police;

2<sup>o</sup> la loi : la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

CHAPITRE II. — *Fonctionnement du conseil*

Art. 2. Le conseil rend, de sa propre initiative ou à la demande du Ministre de l'Intérieur ou de la Justice, un avis concernant le fonctionnement et l'organisation de la police fédérale et de la police locale.

Art. 3. Le président convoque le conseil chaque fois que la situation l'exige, et au minimum deux fois par an.

Le président envoie les invitations pour la réunion au moins 14 jours à l'avance. Il joint à cette invitation, l'ordre du jour ainsi que toutes les pièces utiles.

En cas d'extrême urgence, le délai précisé à l'alinéa précédent peut être ramené à 7 jours.

Le président convoque également le conseil chaque fois que cinq membres au moins le demandent ou encore lorsque le Ministre de l'Intérieur ou le Ministre de la Justice le saisissent d'une demande d'avis.

Le conseil ne se réunit valablement que si la moitié des membres au moins sont présents, parmi lesquels un bourgmestre et soit le procureur général, soit le procureur fédéral, soit le procureur du Roi.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN  
EN MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 2001 — 3154 [C — 2001/01165]

3 NOVEMBER 2001. — Koninklijk besluit  
betreffende de federale politieraad

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, inzonderheid op de artikelen 6 en 7;

Gelet op het advies van de inspecteur-generaal van Financiën van 7 september 2001;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de dringende noodzaak om zo vlug mogelijk over te gaan tot de aanwijzing van de leden van de federale politieraad;

Overwegende immers dat de effectieve uitoefening van de bevoegdheden van de federale politieraad inzake de evaluatie van de werking en de organisatie van de federale politie en van de lokale politiediensten, absoluut noodzakelijk is voor de begeleiding van het hervormingsproces van de politiediensten;

Overwegende dat de federale politie opgericht is sinds 1 januari 2001 en de lokale politiediensten dat moeten zijn vóór 1 januari 2002;

Overwegende dat het uiterst belangrijk is dat de federale politieraad wordt geïnstalleerd vóór de oprichting van de lokale politiediensten, teneinde, vanaf het begin, deel te nemen aan het evaluatieproces;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 september 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Voor dit besluit wordt verstaan onder

1<sup>o</sup> de raad : de federale politieraad;

2<sup>o</sup> de wet : de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

HOOFDSTUK II. — *Werkwijze van de raad*

Art. 2. De raad verleent op eigen initiatief of op vraag van de Minister van Binnenlandse Zaken of van Justitie advies over de werking en de organisatie van de federale en van de lokale politie.

Art. 3. De voorzitter roept de raad bijeen telkens wanneer dit vereist is en met een minimum van tweemaal per jaar.

De voorzitter verzendt de uitnodigingen voor de vergadering ten laatste 14 dagen op voorhand. Bij de uitnodiging voegt hij de agenda evenals alle nuttige stukken.

In geval van dringende noodzakelijkheid kan de in het vorige lid bepaalde termijn worden teruggebracht tot 7 dagen.

De voorzitter roept de Raad eveneens bijeen telkens minstens vijf leden hierom verzoeken of wanneer de Minister van Binnenlandse Zaken of de Minister van Justitie bij de Raad een verzoek om advies indienen.

De Raad vergadert enkel rechtsgeldig indien minstens de helft van de leden aanwezig is waaronder een burgemeester en hetzij de procureur-generaal, de federale procureur of de procureur des konings.

**Art. 4.** En cas d'extrême urgence, les documents faisant l'objet des discussions au cours de la réunion peuvent être envoyés ultérieurement, mais au plus tard 3 jours avant le commencement de la réunion.

**Art. 5.** En vue du traitement de points spécifiques figurant à l'ordre du jour, le conseil peut, au besoin, inviter des experts.

#### CHAPITRE III. — Exercice des compétences

**Art. 6.** Le conseil veillera à organiser ses travaux de manière telle que la compétence générale d'avis n'entrave pas la remise en temps opportun des avis obligatoires.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Dans les cas où la loi prévoit un avis obligatoire du conseil fédéral de police, le ministre compétent demande l'avis au conseil. La demande contient toutes les pièces nécessaires afin que le conseil puisse rendre son avis.

Lorsque l'avis est sollicité en exécution de l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup> de la loi, dans le cadre de l'exercice par le conseil de sa compétence générale d'avis, la demande mentionne également le délai dans lequel cet avis doit être rendu. Ce délai ne peut être inférieur à 14 jours si l'avis a trait à une procédure de nomination, et à un mois dans tout autre cas. En cas d'extrême urgence, ces délais peuvent être raccourcis, sans toutefois être inférieurs à respectivement 7 ou 14 jours. Lorsque aucun avis n'est rendu dans les délais impartis, il est alors passé outre.

§ 2. La décision est prise de manière consensuelle. Lorsque le consensus n'est pas atteint, il est procédé à un vote. Hormis les avis motivés visés aux articles 7, alinéa 2 et 107, alinéa 1<sup>er</sup> de la loi, si aucune majorité n'est atteinte, l'avis est alors composé des diverses opinions exprimées.

**Art. 8.** Les membres du conseil peuvent faire appel aux collaborateurs disponibles au sein de leur service afin de préparer les avis.

Pour la préparation des avis, le conseil peut confier des missions ponctuelles à l'inspection générale de la police locale et fédérale, ainsi qu'à d'autres services compétents, tant de la police fédérale que de la police locale, pour autant que le Ministre de l'Intérieur ou le Ministre de la Justice, chacun dans le cadre de ses compétences respectives, ait préalablement marqué son accord à cet effet.

Le conseil peut également, de sa propre initiative ou à la demande du Ministre de l'Intérieur ou de la Justice, constituer des groupes de travail afin de préparer un avis portant sur une problématique spécifique. Pour participer à ces groupes de travail, il peut demander l'aide à tout service ou expert possédant les compétences nécessaires à ce sujet.

**Art. 9.** Le conseil rassemble les données nécessaires en vue de l'évaluation de l'exécution du plan national de sécurité et peut s'adresser à cet effet aux divers services de police.

Le conseil envoie ses rapports d'évaluation aux Ministres de l'Intérieur et de la Justice.

#### CHAPITRE IV. — Secrétariat

**Art. 10.** L'administration de la Direction générale de la Police générale du Royaume est chargée d'assurer le secrétariat du conseil.

Le secrétariat se charge notamment de tous les aspects formels qui s'inscrivent dans le cadre du fonctionnement du conseil.

#### CHAPITRE V. — Dispositions finales

**Art. 11.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 12.** Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Donné à Bruxelles, le 3 novembre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

**Art. 4.** In geval van dringende noodzakelijkheid kunnen stukken die tijdens de vergadering het voorwerp van bespreking uitmaken later worden toegezonden, doch ten laatste 3 dagen voor de aanvang van de vergadering.

**Art. 5.** Met het oog op de behandeling van specifieke punten op de agenda, kan de Raad desgewenst experts uitnodigen.

#### HOOFDSTUK III. — Uitoefening van de bevoegdheden

**Art. 6.** De raad zorgt ervoor dat hij zijn werkzaamheden zodanig organiseert dat de algemene adviesbevoegdheid niet in de weg staat aan het tijdig uitbrengen van de verplichte.

**Art. 7. § 1.** In de gevallen waarin de wet voorziet in een verplicht advies van de federale politieraad, verzoekt de bevoegde Minister de Raad om advies. De aanvraag bevat alle stukken die voor de Raad nodig zijn om advies te kunnen uitbrengen.

Wanneer het advies wordt gevraagd krachtens artikel 7, eerste lid van de wet, in het kader van de uitoefening door de raad van zijn algemene adviesbevoegdheid, vermeldt de aanvraag eveneens de termijn waarbinnen het advies moet worden uitgebracht. Deze termijn mag niet korter zijn dan 14 dagen indien het advies een benoemingsprocedure betreft en een maand in elk ander geval. In geval van dringende noodzakelijkheid kunnen deze termijnen worden ingekort, zonder evenwel minder te mogen bedragen dan respectievelijk 7 of 14 dagen. Wanneer geen advies wordt verstrekt binnen de gestelde termijn, dan wordt eraan voorbijgegaan.

§ 2. De besluitvorming gebeurt bij consensus. Over die zaken waar geen consensus kan bereikt worden, zal gestemd worden. Met uitzondering van de gemotiveerde adviezen bedoeld in de artikelen 7, tweede lid en 107, eerste lid van de wet, bestaat het advies uit de diverse geuite meningen, indien geen meerderheid wordt gehaald.

**Art. 8.** De leden van de raad kunnen beroep doen op de medewerkers beschikbaar binnen hun dienst om de adviezen voor te bereiden.

Voor het voorbereiden van de adviezen, kan de Raad punctuele opdrachten geven aan de algemene inspectie van de federale en de lokale politie en aan andere bevoegde diensten van zowel de federale politie als van de lokale politie, voor zover de Minister van Binnenlandse Zaken of de Minister van Justitie, elkeen binnen het kader van zijn respectievelijke bevoegdheden, hier zijn voorafgaand akkoord aan gegeven heeft.

De raad kan ook, op eigen initiatief of op verzoek van de Minister van Binnenlandse Zaken en Justitie, werkgroepen oprichten om een advies rond een specifieke problematiek voor te bereiden. Voor deelname aan deze werkgroepen kan hij de bijstand vragen van iedere dienst of expert die ter zake over deskundigheid beschikt.

**Art. 9.** De Raad verzamelt de nodige gegevens met het oog op de evaluatie van de uitvoering van het nationaal veiligheidsplan en kan zich hiervoor richten tot de verschillende politiediensten.

De Raad verzendt haar evaluatierapporten aan de Ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie.

#### HOOFDSTUK IV. — Secretariaat

**Art. 10.** De administratie van de Algemene Directie van de Algemene Rijkspolitie wordt belast met het secretariaat van de raad.

Het secretariaat is inzonderheid belast met alle formele aspecten die kaderen in de werking van de raad.

#### HOOFDSTUK V. — Eindbepalingen

**Art. 11.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 12.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 november 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken  
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN